



Communiqué

RETRAIT du NRP et des DELOCALISATIONS !



À l'appel intersyndical des sections parisiennes Solidaires, CGT et **FO-DGFIP** près de 200 agents en grève se sont rassemblés le 9 juillet à Réaumur pour interpeller le directeur sur le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) parisien qui devait être présenté ce jour-là en CTL.

Après ouverture de la séance du CTL par le directeur en présence de la délégation CFDT, les agents grévistes accompagnés de leurs organisations syndicales ont envahi l'amphithéâtre de Réaumur afin d'interpeller le directeur.

Les secrétaires départementales des 3 syndicats ont donné lecture d'une déclaration commune dénonçant le projet destructeur du projet NRP mais aussi le projet de démétropolisation des missions de nos services parisiens.

De nombreuses interventions d'agents inquiets pour l'avenir de leur service et de leurs missions se sont succédé. Ainsi les agents du site Michel le Comte ont remis au directeur une pétition contre la fermeture de leur site.

Face aux questions légitimes posées par les agents, le directeur régional s'est montré peu bavard.

Quelques précisions ont été apportées sur le repositionnement ou le déménagement de certains services:

- concernant la fermeture du site de Tolbiac (13^{ème} arrondissement), les agents seraient réinstallés sur un autre site basé sur le 13^{ème} arrondissement bd Vincent Auriol. Ce site constituerait une antenne d'accueil du public. Aucune garantie qu'il soit un bâtiment des Finances Publiques...

- les agents des sites du 11^{ème} et 12^{ème} arrondissement dont les fermetures sont programmées seraient regroupés sur le site du 20^{ème} Paganini.

Des compléments d'information sur les relocalisations et les transferts d'activités au profit des territoires ont été apportés:

- les services de publicité foncière (SPF) seront fortement impactés car 20 agents au plus devraient rester sur Paris pour traiter les dossiers complexes, les autres emplois parisiens devant être relocalisés vers les services d'appui à la publicité foncière (SAPF).

- les SIE devraient connaître 2 évolutions majeures:

D'une part, la mise en place de 2 centres de contacts des professionnels pour la DRFIP 75 à Alençon et Lisieux d'autre part la création de 2 antennes de renfort des SIE à Fécamp et à Vierzon.

A la question posée : "*Quelles missions des SIE parisiens seront transférées à ces structures ?*"

Le directeur a affirmé que rien n'était arrêté pour l'instant.

Un arbitrage par le DG est attendu pour septembre prochain.

- le contrôle fiscal des particuliers :

50 emplois actuellement implantés sur Paris devraient être prélevés pour abonder les 5 pôles CSP implantés en province. L'attribution des dossiers et le pilotage de la mission devraient être pris en charge par Bercy au travers de la MRV (Mission Requêtes et Valorisation).

- transfert d'assignations des payes actuellement gérées par le Service Liaisons Rémunérations (SLR) de Paris:

30 emplois seraient ainsi redéployés dans les domaines suivants:

- INSEE transfert à Metz
- Ministère de la culture transfert à Nanterre
- Ministère des armées transfert à Châlons-en-Champagne
- Ministère de la justice transfert à Limoges et Besançon
- DGFIP transfert à Riom.

Les agents présents ont pu se rendre compte du mépris affiché par la direction à leur égard et à l'égard des usagers. Pour la direction locale qui agit sur commande, peu importe que les services de proximité et d'accueil du public disparaissent. "*Les agents et les usagers peuvent prendre le métro.*"

Le directeur s'est même déclaré satisfait d'avoir pu mener la bagarre pour garder les principales missions dans Paris intra-muros.

Après cette interpellation du directeur, les agents sont partis en manifestation jusqu'à la place de l'Hôtel de Ville. Dans la manifestation, les mots d'ordre "**RETRAIT du NRP ! NON aux LIQUIDATIONS ! MAINTIEN des SERVICES PUBLICS pour la POPULATION !**" ont été scandés. Une demande avait été formulée auprès de la mairie de Paris pour que soit reçue une délégation d'agents grévistes.

La mairie de Paris n'a pas daigné répondre à cette demande.

Une prise de parole a alors été organisée avec la participation de 5 élus locaux et nationaux venus soutenir notre action. Une lettre a effectivement été envoyée à la cinquantaine d'élus parisiens.

Pour notre **Section FO-DGFIP de Paris**, s'il est important d'alerter les élus, il faut garder à l'esprit que leur soutien n'est pas garanti à 100%. En effet, après avoir assuré de leur soutien les agents territoriaux, l'ensemble des élus de la majorité municipale a voté, au Conseil du 6 juillet 2021, l'application de la Loi Dussopt, entérinant l'allongement du temps de travail et la réduction des jours de congés pour les agents territoriaux.

Pour notre **Section FO-DGFIP de Paris**, la clé pour gagner le retrait du NRP et la satisfaction des revendications, réside dans la mobilisation des collègues, décidant par eux-mêmes, avec leurs organisations syndicales.

Les secrétaires départementales des **syndicats** Solidaires, CGT et **FO-DGFIP de Paris** ont conclu cette journée de mobilisation en rappelant que, nous agents de la DRFIP75, syndiqués et non syndiqués, avec les 3 sections syndicales, nous sommes unis sur nos revendications:

- **le retrait du NRP parisien et des délocalisations,**
- **le maintien de tous les sites parisiens**
- **le maintien de toutes les missions et de tous les services,**
- **le maintien des droits des agentes et agents, aucune mobilité forcée,**
- **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- **le maintien de l'accueil du public**

La mobilisation ne fait que commencer...